

## L'ancien tireur d'élite de Trudeau coordonne la sécurité bénévolement pour les camionneurs après sa démission pour refus de se faire vacciner



[Source : Annie Tissot]

[Lors de sa démission :]

« Les officiers de police doivent connaître les limites de leur autorité. Même en période d'urgence l'Emergency Act garantit les droits fondamentaux aux Canadiens : droit de se déplacer, droit à la liberté, à la sécurité, droit à ne pas être retenu sans raison, égalité devant la loi, droit à la protection...

Selon la Loi Suprême du Canada je suis engagé « à faire respecter la loi »

Je ne peux être complice de la politique fédérale : elle est injuste, contraire aux droits fondamentaux.

Notre devoir est de faire appliquer la loi, d'empêcher les crimes, d'enquêter sur les violences. Je pense aux intimidations envers nos scientifiques, aux médicaments retirés.

Nous demandons une enquête sur ces actes criminels. Le peuple est divisé, en colère.

Si nous refusons la soumission, sans violence, notre nombre grandira. Si nous continuons à obéir rien ne changera et nous en serons responsables. »

Vidéo en anglais :

[Voir aussi, en français :  
Canada SPÉCIAL :  
un courageux policier de la GRC dénonce la gestion tyrannique et illégale de la crise Covid]

---

[Source : [resistance-mondiale.com](https://resistance-mondiale.com)]



Le caporal Daniel Bulford, un ancien tireur d'élite de la RCMP (Royal Canadian Mounted Police) qui a été démis de ses fonctions après avoir refusé de se faire vacciner, a un nouvel emploi : il soutient les opérations de sécurité pour les bénévoles du programme "Adoptez un camion".

Avant que la conférence de presse pour les médias dignes de confiance couvrant le Convoi de la Liberté ne commence, The Counter Signal a rencontré Bulford, qui a confirmé qu'il ne protège plus le Premier Ministre ingrat.

Beaucoup se souviendront de Bulford pour une interview explosive avec The Counter Signal l'année dernière, dans laquelle il s'est prononcé contre le mandat de vaccination, qualifiant la décision du gouvernement d'imposer un tel mandat de "comportement de type autoritaire".

Absolutely massive interview that I am sharing today: Justin Trudeau's personal sniper detail is prepared to leave their jobs over his vaccine mandate, which the officers call "authoritarian type behaviour" that they will have no part in. Trudeau is alone. <https://t.co/qSbLUNfEZP>  
[pic.twitter.com/sfojdZwPUP](https://pic.twitter.com/sfojdZwPUP)

– Kean Bexte (@TheRealKean) October 25, 2021

Tous ceux qui souhaitent regarder l'interview complète peuvent le faire en cliquant [ici](#).

M. Bulford, ardent défenseur de la liberté des Canadiens et porte-parole de Mounties 4 Freedom, a démissionné en raison de son refus de se conformer au mandat.

Oui, après avoir servi son pays pendant plus de dix ans, il a été congédié à cause d'une décision médicale très personnelle.

Il s'est ensuite entretenu avec Rebel News, expliquant les raisons qui l'ont poussé à rester sur ses positions et à ne pas se conformer au mandat.

“Je fais partie d’une catégorie que l’on pourrait considérer comme étant à faible risque – j’ai presque 40 ans, juste un peu moins, je suis en très bonne santé, très actif, je n’ai pas de comorbidités sous-jacentes – et j’ai intégré à mon style de vie, depuis probablement l’école secondaire, le fait de prendre la santé et la forme physique au sérieux”, a expliqué M. Bulford.

De toute évidence, sa passion pour la défense de ses concitoyens canadiens n’a pas diminué d’un iota, et il a maintenant un travail tout aussi important pour protéger les camionneurs qui l’apprécient sans doute plus que Trudeau ne l’a jamais fait.

Source

: <https://www.thecountersignal.com/news/former-sniper-for-trudeau-is-now-head-of-freedom-convoy-security>

---

[Source : GlobalNews]

## Le porte-parole de la manifestation des camionneurs affirme avoir des « informations très fiables » selon lesquelles personne n’a été arrêté

S’adressant aux journalistes jeudi à Ottawa (Ontario), Daniel Bulford, ancien agent de la GRC et actuel porte-parole des manifestations du « Convoi de la liberté 2022 », a déclaré qu’il disposait d’« informations très fiables » selon lesquelles personne directement associé à la manifestation n’avait été arrêté ou inculpé par la police, malgré les rapports faisant état de multiples arrestations liées aux manifestations de camionneurs en cours dans la capitale nationale.